

**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN****Déclaration des représentants des personnels de la FSU
Comité Social d'Administration Départemental du lundi 23 janvier 2023****Lutte des et dans les classes**

Ce 19 janvier, partout sur le territoire, près de deux millions de travailleuses et travailleurs, et de jeunes se sont mobilisé·es par la grève et/ou en manifestant, dans le public comme dans le privé, contre la réforme des retraites imposée par ce gouvernement. Les travailleuses et les travailleurs aspirent à partir à la retraite en bonne santé, avec un niveau de pension qui permette de vivre dignement. Serait-ce trop demander ?

Cette réforme est, en l'état, inacceptable et va à l'encontre des intérêts de la population.

Tout un chacun sait maintenant que d'autres solutions existent, afin d'avoir un système de retraite juste, financé aussi par un autre partage des richesses.

Le fossé entre les plus riches et les autres continue inexorablement de se creuser. Le patrimoine concernant les 500 familles les plus riches de France a encore progressé de 730 milliards d'euros. Un nouveau record. C'est 3 % de plus qu'en 2019.

Pour certains milliardaires, la pandémie a été une aubaine. S'ils se sont enrichis, ce n'est pas grâce à la main invisible du marché, ni par des choix stratégiques brillants, mais principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales qui a ruisselé sur les actionnaires et fait monter en flèche les cours des actions.

Avec les 236 milliards supplémentaires engrangés en 19 mois par les milliardaires, on pourrait par exemple quadrupler le budget de l'hôpital public.

Lors du forum de Davos, 200 « millionnaires patriotiques » ont même demandé dans une lettre ouverte à payer plus de taxes, jugeant que ces écarts « fragmentent le monde ».

Pathétique... jusqu'aux larmes !

Dans le même temps, la pauvreté s'est intensifiée pour celles et ceux qui étaient déjà en difficulté avant la pandémie. Les oublié·e·s des plans de relance – les travailleuses et travailleurs précaires (notamment les femmes), les personnes migrantes et les jeunes – ont vu leur situation se détériorer encore davantage. 7 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire pour vivre, soit 10% de la population française, et 4 millions de personnes supplémentaires sont en situation de vulnérabilité.

Mais le président des riches, propulsé par les lobbies néolibéraux et les multinationales, continue de vouloir (à tout prix ?) s'acharner sur les personnes les plus fragiles et les plus précaires, en les dénigrant et les abandonnant.

Les services publics sont donc en ligne de mire. « Non-rentables » car non transformables en actions et en profits, ils sont censés offrir des services à la population sur l'ensemble du territoire national. Cette idée est perçue comme un gâchis pour ce gouvernement qui n'en finit pas de sacrifier la fonction publique et de la saborder un peu plus chaque année, méprisant au passage ceux qui essaient désespérément de maintenir le système en marche, quoi qu'il leur en coûte !

Neuf mois après les promesses du président de la République, huit mois après son entrée en fonction, quatre mois après le début des discussions sur le sujet, toujours aucune avancée sur la question des salaires après la réunion menée par le ministre en ce mois de janvier ! C'est inacceptable alors que l'Éducation nationale s'enfonce dans une crise structurelle et alors que les revendications sur les salaires et les retraites s'expriment avec force et détermination dans un contexte d'inflation galopante.

La promesse présidentielle était celle d'une augmentation de 10 % pour toutes et tous sans contreparties en janvier 2023. Cette promesse était en réalité une tromperie. En revanche, le ministre a confirmé que la logique du pacte et donc du « travailler plus pour gagner plus » serait un élément central des mesures salariales envisagées. La FSU dénonce cette logique déconnectée de la réalité du quotidien des professionnels, pourtant objectivé par les chiffres des enquêtes de la DEPP, mais aussi très loin de pouvoir répondre aux enjeux d'attractivité que nos professions doivent surmonter. La FSU a dénoncé ce reniement des engagements pris et le caractère irresponsable de telles mesures qui aggraveraient les inégalités salariales et dégraderaient encore davantage l'attractivité des métiers. Dans un contexte de crise politique, c'est la crédibilité de la parole politique qui est en jeu.

Concernant le premier degré, le ministère a décidé la suppression de 801 moyens d'enseignement devant élèves à la rentrée 2023. Alors que la baisse démographique aurait pu être utilisée pour améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves, c'est un tout autre choix qui a été fait dans cette première carte scolaire du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron.

Celle-ci tourne le dos aux enjeux et aux besoins réels du service public d'éducation pour réduire les inégalités scolaires. Elle ne permettra pas de garantir de meilleures conditions de scolarisation des élèves, ni de meilleures conditions de travail des personnels.

En éducation prioritaire, des postes supplémentaires seraient nécessaires pour terminer le dédoublement des GS qui n'est pas effectif partout en 2022. Sur le terrain, le manque de personnels remplaçants est particulièrement criant en cette période hivernale et à chaque fois qu'un enseignant n'est pas remplacé, c'est toute l'école qui est désorganisée, le service public n'assurant plus son rôle. Il est urgent de créer des postes d'enseignantes et d'enseignants spécialisés, de psychologues de l'Éducation nationale pour répondre à l'enjeu actuel de l'école inclusive. Cette première carte scolaire donne la mesure, celle du choix de ne pas engager les investissements dont l'École a besoin. Elle place la France à la traîne dans les comparaisons internationales, notamment au niveau de l'encadrement des élèves. La FSU dénonce cette carte scolaire de renoncement. L'école doit bénéficier d'un plan d'urgence avec un engagement budgétaire pluriannuel pour ouvrir d'autres perspectives que celles annoncées.

Pour tenter de cacher la misère de l'investissement de l'état dans l'éducation, le ministre M. Ndiaye, imprégné d'un pur blanquérisme de mauvais aloi, essaie de culpabiliser un peu plus les enseignant·es en livrant aux médias des recettes éculées et inefficaces pour résoudre les problèmes de résultats aux évaluations dans les classes.

Le document de la DEPP rappelle que les protocoles d'évaluation ne permettent pas « de dresser un panorama exhaustif des attendus des programmes. ». Plus, c'est en s'appuyant sur l'ensemble des programmes que les enseignantes et les enseignants permettent aux élèves de construire les savoirs nécessaires, en résonance les uns avec les autres. Ça s'appelle de la pédagogie ! La FSU maintient que ces évaluations n'aident ni les élèves, ni les enseignant·es. Elles ne servent qu'à imposer des pratiques et des méthodes uniformes qui font perdre le sens du métier et essaient de nous infantiliser. Il est urgent de les stopper. Il est temps de choisir le renforcement de la professionnalité enseignante, plutôt que le pilotage autoritaire actuel qui impose méthode et manuels trop appauvrissants pour permettre à tous les élèves de réussir à l'école. En effet, les « privilégié·es » de la culture scolaire auront toujours d'autres sources que celles de l'école. Les « fondamentaux » imposés doivent maintenant laisser la place à un enseignement plus riche, et une véritable confiance faite aux professeur·es.

Le pilotage par les évaluations est un obstacle à la démocratisation de la réussite scolaire.

Les personnels chargés de la formation, de l'aide aux enseignant·es, de l'administration sont eux-mêmes malmenés par la hiérarchie, pressurés par des délais et des injonctions intenable et sans queue ni tête, juste pour que les chefs puissent se targuer de leur efficacité à tenir les objectifs assignés par le ministère en termes de ressources humaines et de doctrine de fonctionnement. C'est inhumain, délétère et nie leur intelligence.

Et comment peut-on encore enseigner dans une école de nos jours et surtout y survivre ? Privé·es de remplaçants et d'AESH, en nombre bien insuffisant, obligé·es de répartir les élèves sur les autres classes, aux prises avec les élèves en inclusion parfois forcée et avec un accompagnement fluctuant, les enseignant·es sont exténué·es, au bord du burn-out, en souffrance, sans aucune aide concrète de leur hiérarchie, à savoir les moyens nécessaires pour dispenser un enseignement serein dans les écoles.

Et ce ne sont pas les 10 postes retirés au département qui vont permettre une quelconque amélioration sur ce point-là !

Forte de sa représentativité confortée et de la responsabilité que les agent·es lui ont donnée lors des élections professionnelles de décembre, la FSU continuera d'agir avec détermination, au plus près des collègues, pour porter un projet éducatif ambitieux pour toutes et tous. Elle poursuivra son action de défense des personnels et les grands combats au sein du monde du travail, pour une société démocratique, d'égalité et de justice sociale.